

Marx Engels, les formes de l'Etat et la démocratie (1)

(notes)

I. 1842-1843. Critique de L'Etat Hégélien.

Edition 10/18

"Comme si le peuple n'était pas L'Etat réel ! L'Etat est un abstrait, le peuple seul est concret." (p.103)

"[La démocratie]

La démocratie est la vérité de la monarchie; la monarchie n'est pas la vérité de la démocratie. La monarchie est nécessairement démocratie en tant qu'inconséquence envers elle-même, mais l'élément monarchique n'est pas une inconséquence dans la démocratie. La monarchie ne peut pas se comprendre par elle-même; la démocratie le peut. Dans la démocratie, aucun des éléments qui la constituent ne peut acquérir une signification autre que celle qui lui revient. Chacun est réellement un élément de la totalité du Démos. Dans la monarchie une partie détermine le caractère du tout. La Constitution tout entière doit s'articuler d'après cet unique point fixe. La démocratie est le genre de la Constitution.

La monarchie en est une espèce, et une mauvaise espèce. La démocratie est à la fois contenu et forme. La monarchie ne doit être que forme, mais elle dénature le contenu. Dans la monarchie, le tout, le peuple, est subordonné à la Constitution politique qui n'est qu'un de ses modes d'existence; dans la démocratie, la Constitution elle-même apparaît simplement comme une détermination et plus précisément comme l'autodétermination du peuple. Dans la monarchie nous avons le peuple de la Constitution; dans la démocratie la Constitution du peuple. La démocratie est l'énigme résolue de toutes les constitutions. Ici la constitution est non seulement en soi, en son essence, mais dans son existence, dans la réalité, constamment ramenée à son véritable fondement, c'est-à-dire à l'homme réel et au peuple réel, et se présente comme son oeuvre propre. La constitution apparaît comme ce qu'elle est vraiment, à savoir un libre produit de l'homme. On pourrait dire qu'à certains égards, cela s'applique également à la monarchie constitutionnelle, mais la différence spécifique de la démocratie est que la Constitution en général n'est qu'un élément de l'existence du peuple, que ce n'est pas la Constitution politique qui détermine L'Etat comme si elle était une puissance indépendante (für sich).

Hegel part de L'Etat et considère l'homme comme une subjectivation de L'Etat; la démocratie part de l'homme et considère L'Etat comme une objectivation de l'homme. De même que la religion ne crée pas l'homme, mais que l'homme crée la religion, ce n'est pas la Constitution qui crée le peuple, mais c'est le peuple qui crée la Constitution. A un certain point de vue, la relation de la démocratie à toutes les autres formes politiques est la même que la relation du christianisme à toutes les autres religions. Le christianisme est la religion (...) par excellence; il présente l'essence de la religion, c'est-à-dire l'homme déifié, sous la forme d'une religion particulière. De même la démocratie présente l'essence de toutes les Constitutions, c'est-à-dire l'homme socialisé (sozialisierte Mensch) sous la forme d'une Constitution particulière. Par rapport aux autres Constitutions, elle est ce que le genre est à ses espèces; mais avec cette différence que le genre lui-même apparaît ici comme une espèce particulière opposée aux autres espèces dont la réalité ne correspond pas à leur essence. Par rapport à toutes les autres formes d'état la démocratie est ce que le Nouveau Testament est à l'Ancien. L'homme n'existe pas à cause de la Loi, c'est la Loi qui existe à cause de l'homme. Dans la démocratie la loi est une affirmation de l'existence humaine tandis que dans tous les autres régimes l'homme est une affirmation de l'existence de la loi. Telle est la différence fondamentale de

la démocratie. Toutes les autres structures étatiques sont des formes étatiques déterminées, particulières. Dans la démocratie le principe formel et le principe matériel coïncident. Elle est tout d'abord la vraie unité de l'universel et du particulier. Dans la monarchie, par exemple, ou dans la république considérée uniquement comme une forme particulière de L'Etat, l'homme politique mène une existence particulière à côté de l'homme non-politique, de l'homme privé. La propriété, le contrat, le mariage, la société civile apparaissent ici comme des modes d'existence particuliers à côté de L'Etat politique, comme le contenu face auquel L'Etat politique apparaît comme un forme organisatrice, alors qu'en réalité il n'est qu'un entendement sans contenu qui détermine, limite, tantôt affirme et tantôt nie ce contenu. (A cet égard, Hegel a exposé d'une manière parfaitement exacte la situation qui caractérise ces formes étatiques abstraites; son erreur a été de croire définir l'idée même de L'Etat.) Dans la démocratie aussi, l'Etat politique se place à côté de ce contenu et s'en distingue, mais il n'est qu'un contenu particulier, en tant que forme d'existence particulière du peuple. Dans la monarchie, par exemple, un élément particulier: La Constitution politique, signifie l'universel qui, en tant que tel, domine et détermine tous les autres éléments particuliers. Dans la démocratie, l'Etat en tant qu'élément particulier n'est que particulier; et en tant qu'universel il est l'universel réel, c'est-à-dire il ne présente pas un caractère déterminé (Bestimmtheit) distinct de l'autre contenu. Les Français modernes ont interprété cela en disant que dans la vraie démocratie L'Etat politique disparaît. Cela est vrai en ce sens que L'Etat en tant qu'Etat politique, en tant que Constitution cesse d'être pris pour le tout.

Dans tous les Etats non-démocratiques, l'Etat, la Loi, la Constitution dominant sans dominer réellement, c'est-à-dire sans imprégner matériellement le contenu des autres sphères non-politiques. Dans la démocratie la Constitution, la Loi, l'Etat lui-même ne sont qu'une autodétermination du peuple, un contenu déterminé que le peuple se donne pour autant qu'il est Constitution politique.

Il est évident par ailleurs que la démocratie est la vérité de toutes les formes d'état; il s'ensuit que tous les Etats non-démocratiques ne sont pas vrais.

Dans les Etats de l'Antiquité, L'Etat politique forme le contenu de L'Etat en excluant toutes les autres sphères; l'Etat moderne est un compromis entre l'Etat politique et l'Etat non politique.

Dans la démocratie l'Etat abstrait a cessé d'être l'élément dominant. Le conflit entre la monarchie et la république est encore un conflit à l'intérieur de l'Etat abstrait. La république politique est la démocratie à l'intérieur de l'Etat abstrait. La forme étatique abstraite de la démocratie est donc la république; mais elle cesse ici d'être la Constitution purement politique.

La propriété, etc. (le contrat, le mariage, la société civile, etc.) bref tout le contenu du droit et de L'Etat est à quelques nuances près le même dans l'Amérique du Nord et en Prusse. Là-bas la République est donc une simple forme d'Etat comme la monarchie ici. Le contenu de l'Etat se trouve à l'extérieur de ces Constitutions. Hegel a donc raison de dire: l'Etat politique est la Constitution. Cela veut dire que l'Etat matériel n'est pas politique. Il y a ici une identité extérieure, une détermination réciproque. Ce qu'il y avait de plus difficile, c'était de tirer des divers éléments de la vie populaire l'Etat politique, la Constitution. En fait, la Constitution s'est développée comme la Raison universelle vis-à-vis de la particularité des autres sphères et comme quelque chose qui les transcende (ein Jenseitiges). La tâche historique consista ensuite à [dépasser ce dualisme, à] revendiquer cette Raison transcendante mais les sphères particulières n'ont pas conscience du fait que leur essence privée coïncide avec l'essence transcendante (jenseitiges Wesen) de la Constitution et de l'Etat politique et que la transcendance de ce dernier ne fait que confirmer [et perpétuer] leur propre aliénation. La Constitution politique fut jusqu'ici la sphère religieuse, la religion de la vie populaire, le ciel de

son universalité à l'opposé de l'existence terrestre de sa réalité. La sphère politique était la seule sphère dans L'Etat où aussi bien la forme que le contenu relevaient de la vie générique et constituaient une véritable universalité, mais, étant donné que cette sphère s'oppose aux autres, son contenu devenait formel et particulier. La vie politique au sens moderne du terme est la scolastique de la vie populaire. La monarchie est l'expression achevée de cette aliénation. La république en est la négation à l'intérieur de sa propre sphère. Il va de soi que la Constitution politique comme telle ne s'est développée que là où les sphères privées ont acquis une existence indépendante. Là où le commerce et la propriété foncière ne sont pas libres et ne sont pas autonomisés, la Constitution politique ne parvient pas à constituer une réalité indépendante. Le Moyen Age était la démocratie de la non-liberté.

L'abstraction de L'Etat en tant que tel n'appartient qu'aux Temps Modernes parce que l'abstraction de la vie privée n'apparaît qu'avec les Temps Modernes. L'abstraction de L'Etat politique est un produit de la modernité.

Au Moyen Age, il y avait des serfs, des biens féodaux, des corporations de métiers, des corporations de savants, etc. Autrement dit, la propriété, le commerce, la société, l'homme étaient politiques; le contenu matériel de L'Etat était posé par sa forme; chaque sphère privée avait un caractère politique et la politique avait un caractère privé. Au Moyen Age la Constitution politique est la Constitution de la propriété privée en ce sens que la Constitution de la propriété privée est Constitution politique. Au Moyen Age la vie populaire et la vie étatique sont identiques. Le véritable principe de L'Etat est l'homme mais l'homme non-libre. C'est donc la démocratie de la non-liberté, L'aliénation achevée. L'opposition abstraite et réfléchie appartient au monde moderne. Le Moyen Age est le dualisme réel, la Modernité le dualisme abstrait.

(...)

Au niveau mentionné ci-dessus [dans les cités antiques] où la classification des constitutions en démocraties, aristocraties et monarchies a été faite, le point de vue qui prévaut est celui de l'unité substantielle stable (in sich bleibend) qui n'a pas encore atteint sa différenciation et son approfondissement infinis. Aussi l'élément de la décision suprême et souveraine de la volonté ne se manifeste pas comme un élément organique immanent à l'Etat et ne possède pas la réalité qui lui est propre.

Dans les régimes monarchiques, démocratiques ou aristocratiques directs, il n'y a pas encore une Constitution politique distincte de l'Etat matériel, réel, distincte du reste du contenu de la vie populaire. L'Etat politique n'apparaît pas encore comme la forme de l'Etat matériel. Ou bien, comme en Grèce, la res publica est la véritable affaire privée, le contenu réel des citoyens, et l'homme privé est esclave : l'Etat politique comme tel est le seul véritable contenu de la vie et de la volonté des citoyens. Ou bien, comme dans le despotisme asiatique, l'Etat politique n'est que l'arbitraire privé d'un seul individu; autrement dit, aussi bien l'Etat politique que l'Etat matériel sont esclaves. Ce qui fait la différence entre l'Etat moderne et ces Etats de l'unité substantielle de l'Etat et du peuple, ce n'est pas que les différents éléments de la Constitution ont acquis une réalité particulière, comme Hegel le veut, mais que la Constitution est devenue une réalité particulière à côté de la vie réelle du peuple et que l'Etat politique est devenu la Constitution du reste de L'Etat.

II. 1843. Progrès de la réforme sociale sur le continent.

« La Révolution française fut la montée de la démocratie en Europe. La démocratie est - je considère que c'est le cas pour toutes les autres formes de gouvernement - une contradiction en soi, une contre-vérité, rien d'autre au fond que de l'hypocrisie (une théologie, comme nous autres allemands, appelons ce genre de chose). La liberté politique est une liberté apparente, la pire sorte d'esclavage, l'apparence de la liberté et, par conséquent, la réalité de la servitude. Ainsi en est-il de l'égalité politique, c'est pourquoi la démocratie de même que toute autre forme de gouvernement doit finalement se désagréger : l'hypocrisie ne peut subsister, la contradiction qu'elle dissimule doit ressortir ; nous devons avoir soit un véritable esclavage - c'est-à-dire un despotisme non déguisé - soit une liberté réelle et une égalité réelle, c'est-à-dire le communisme. » (Engels. Paru dans The New Moral World 4 Novembre 1843).

NOTA BENE : Nous avons une traduction sensiblement différente dans Dangeville : le mouvement ouvrier français :

« La démocratie est une contradiction dans les termes, un mensonge, et, au fond, une pure hypocrisie - une théologie, comme diraient les Allemands. Et cela vaut, à mon avis, de toutes les formes de gouvernement. La liberté politique est un simulacre et le pire esclavage possible ; cette liberté fictive est le pire asservissement. Il en va de même de l'égalité politique : c'est pourquoi, il faudra réduire en pièces la démocratie aussi bien que n'importe quelle autre forme de gouvernement. »

III. 1844. Roi de Prusse et réforme sociale par un prussien.

« L'Etat ne peut supprimer la contradiction entre la destination et la bonne volonté de l'administration, d'une part, ses moyens et ses possibilités d'autre part, sans se supprimer lui-même parce qu'il repose sur cette contradiction. Il repose sur la contradiction entre la vie publique et la vie privée, sur la contradiction entre l'intérêt général et les intérêts particuliers. L'administration doit donc se borner à une activité formelle et négative ; car là où la vie civile et son travail commencent cesse le pouvoir de l'administration. Bien plus, vis-à-vis des conséquences qui découlent de la nature non sociale de cette vie civile, de cette propriété privée, de ce commerce, de cette industrie, de ce pillage réciproque des différentes sphères civiles, vis-à-vis de ces conséquences, c'est l'impuissance qui est la loi naturelle de l'administration. Car cette division poussée à l'extrême, cette bassesse, cet esclavage de la société civile constituent le fondement sur lequel repose l'Etat moderne, de même que la société civile de l'esclavage constituait le fondement naturel sur lequel reposait l'Etat antique. L'existence de l'Etat et l'existence de l'esclavage sont inséparables. L'Etat antique et l'esclavage antique - franchises oppositions classiques - n'étaient pas plus intimement soudés l'un à l'autre que ne le sont l'Etat moderne et le monde moderne du trafic sordide - hypocrites oppositions chrétiennes. Si l'Etat moderne voulait supprimer l'impuissance de son administration, il faudrait qu'il supprime la vie privée actuelle. S'il voulait supprimer la vie privée, il faudrait qu'il se supprime lui-même car il n'existe qu'en opposition avec elle. Aucun être vivant ne croit que les défauts de son être immédiat (Daseins) soient fondés dans le principe de sa vie, dans l'essence de sa vie, mais plutôt dans des circonstances en dehors de sa vie. Le suicide est contre nature. L'Etat ne peut donc pas croire à l'impuissance intrinsèque de son administration, c'est-à-dire à sa propre impuissance. Il ne peut y découvrir que des imperfections formelles et accidentelles et s'efforcer d'y remédier. » (Spartacus p.80-81)

IV. 1844. Critique de l'économie politique.

"2. Le communisme inachevé.

C'est a) le communisme qui conserve un caractère politique, démocratique ou despotique, ou b) le communisme qui a supprimé L'Etat mais qui n'a pas encore pleinement développé son être et reste sous l'emprise de la propriété privée, c'est-à-dire de l'aliénation de l'homme." (Éditions 10/18 p. 228)

V. 1844. La question juive.

« Toutefois, par l'annulation politique de la propriété privée [Marx entend par là l'égalité démocratique donnée dès lors que l'activité électorale n'est plus basée sur le cens], la propriété privée n'est pas abolie ; bien au contraire, elle est même présumée. L'Etat abolit à sa manière les distinctions de naissance, de rang social, d'éducation, de profession, quand il décrète que naissance, rang social, éducation, profession sont des distinctions *non politiques* ; quand, sans tenir compte de ces différences, il proclame que chaque membre du peuple participe, à un titre égal, à la souveraineté populaire ; quand il traite tous les éléments de la vie réelle du peuple du point de vue de l'Etat. Et pourtant, l'Etat laisse la propriété privée, l'éducation et la profession agir à leur façon et affirmer leur nature particulière, c'est-à-dire en tant que propriété privée, éducation et profession. Loin de supprimer ces différences réelles, il n'existe en vérité que grâce à elles, il ne se sent *Etat politique* et ne peut affirmer son universalité qu'en s'opposant à ces éléments. » (Pléiade t.3 p.356)

« Là où l'Etat politique est parvenu à son épanouissement véritable, l'homme mène non seulement dans la pensée, dans la conscience, mais dans la *réalité*, dans la vie, une vie double, une vie céleste et terrestre : la vie dans la *communauté politique* où il s'affirme comme un être *communautaire* et la vie dans la *société civile*, où il agit en homme privé, considère les autres comme des moyens, se ravale lui-même au rang de moyen et devient le jouet de puissances étrangères. » (Pléiade t.3 p.336)

VI. 1844. La constitution anglaise

« Le proche avenir de l'Angleterre sera la démocratie. Mais quelle démocratie ! Non pas celle de la révolution française qui s'opposait à la monarchie et au féodalisme, mais la démocratie qui s'oppose à la classe bourgeoise et aux classes possédantes. C'est ce qui découle de toute l'évolution antérieure. La classe des bourgeois et des possédants tient le pouvoir, les pauvres sont privés de droits, opprimés et exploités, la constitution est niée et la loi bafouée : la lutte de la démocratie contre l'aristocratie est en Angleterre la lutte contre les riches. La démocratie vers laquelle l'Angleterre s'achemine, c'est la démocratie *sociale*. Mais la démocratie est incapable de remédier aux maux sociaux. L'égalité démocratique est une chimère : *la lutte des pauvres contre les riches ne peut donc être menée jusqu'à son terme ultime sur le terrain de la démocratie ou de la politique en général*. Cette PHASE n'est donc qu'un point de TRANSITION, c'est le DERNIER moyen PUREMENT POLITIQUE que l'on puisse employer, car, aussitôt après, il faut que se

développe un élément nouveau, un principe dépassant tout élément politique – celui du socialisme. »
(Vorwärts. N°84 19 Octobre 1844)

VII. 1845. La situation de la classe laborieuse en Angleterre.

« *La révolution doit obligatoirement venir*, il est maintenant trop tard pour trouver une solution pacifique au conflit ; mais il est vrai qu'elle peut être moins violente que nous l'avons prophétisé plus haut. Ceci dépendra cependant moins de l'évolution de la bourgeoisie, que de celle du prolétariat. En effet l'importance des effusions de sang, des actes de représailles et de fureur aveugle qui marqueront la révolution diminuera dans la proportion exacte où des éléments socialistes et communistes seront accueillis dans les rangs du prolétariat. Dans son principe, le communisme se situe au-dessus de l'antagonisme entre bourgeoisie et prolétariat ; il le reconnaît dans sa signification historique pour le temps présent mais ne le considère pas comme justifié pour l'avenir ; il veut précisément abolir cet antagonisme. En conséquence, tant qu'existe cette division, il reconnaît certes comme nécessaire la colère du prolétariat contre ses oppresseurs, il y voit le levier le plus puissant du mouvement ouvrier *à ses débuts* ; mais il dépasse cette colère, parce qu'il représente la cause de l'humanité tout entière et non seulement celle des ouvriers. D'ailleurs, il ne vient à l'idée d'aucun communiste d'exercer une vengeance personnelle ou de croire d'une façon générale, que le bourgeois peut individuellement dans les conditions actuelles agir autrement qu'il ne le fait. Le socialisme anglais, (c'est-à-dire le communisme), repose précisément sur le principe de l'irresponsabilité de l'individu. Plus les ouvriers anglais acquerront d'idées socialistes, plus leur exaspération actuelle, qui ne mènerait à rien si elle restait aussi violente

qu'elle est maintenant, deviendra superflue ; plus leurs entreprises contre la bourgeoisie perdront en sauvagerie et en brutalité. Somme toute, s'il était possible de rendre communiste l'ensemble du prolétariat avant que n'éclate la lutte, elle se déroulerait très calmement ; mais ce n'est plus possible, il est déjà trop tard pour ce faire. Je crois néanmoins qu'en attendant que n'éclate *tout à fait* ouvertement et directement cette guerre des pauvres contre les riches, qui est désormais inéluctable en Angleterre, il se fera dans le prolétariat assez de clarté sur la question sociale pour qu'avec l'aide des événements le parti communiste soit en mesure de prendre à la longue le dessus sur les éléments brutaux de la révolution et puisse éviter un Thermidor. »

VIII. 1845. L'idéologie allemande.

« C'est précisément en raison de cette opposition entre l'intérêt particulier et l'intérêt commun que celui-ci prend, en tant qu'Etat, une configuration autonome, détachée des intérêts réels, individuels et collectifs, en même temps qu'il se présente comme communauté illusoire, mais toujours sur la base réelle des liens existant dans chaque conglomérat de familles et de tribus, tels que consanguinité, langage, division du travail à une plus grande échelle et autres intérêts ; en particulier, comme nous l'exposerons plus tard, sur la base des classes sociales déjà issues de la division du travail, lesquelles se constituent séparément dans tout agrégat humain de ce genre, et dont l'une domine toutes les autres. Il s'ensuit que toutes les luttes au sein de l'Etat, la lutte entre la démocratie, l'aristocratie et la monarchie, la lutte pour le suffrage, etc., ne sont

que les formes illusoires - le général étant toujours la forme illusoire du communautaire - dans lesquelles les lites des différentes classes entre elles sont menées (...) ; il s'ensuit en outre que toute classe qui aspire à la domination - même si cette domination a pour condition, comme c'est le cas pour le prolétariat, l'abolition de toute l'ancienne forme de la société et de la domination en général - doit d'abord s'emparer du pouvoir politique afin de présenter, elle aussi, son intérêt comme l'intérêt général, ce à quoi elle est contrainte dès le début. » (Pléiade t.3 p.1064)

« La société civile comprend l'ensemble du commerce matériel des individus à un certain stade de développement des forces productives. Elle embrasse la totalité de la vie commerciale et industrielle de ce stade historique et dépasse, dans cette mesure, le cadre de l'Etat et de la nation ; toutefois, à l'extérieur, elle doit s'affirmer en tant que nation et, à l'intérieur, s'organiser en tant qu'Etat. » (Pléiade t.3 p.1068)

« ...les prolétaires doivent, (...) pour faire valoir leur personnalité, abolir la condition d'existence qui fut jusqu'ici la leur, et qui est en même temps celle de toute l'ancienne société : ils doivent abolir le travail. C'est pourquoi ils se trouvent en opposition directe avec l'Etat, forme sous laquelle les individus de la société se sont donnés jusqu'à présent une expression collective ; et ils doivent renverser l'Etat pour affirmer leur personnalité. » (Pléiade t.3 p.1114)

Individu et communauté humaine.

« Il résulte de toute l'analyse précédente que le lien commun que les individus d'une classe nouaient entre eux, et que nécessitaient leurs intérêts communs face à un tiers, fut toujours une communauté à laquelle ces individus appartenaient uniquement comme individus moyens, autant qu'ils vivaient dans les conditions d'existence de leur classe : relation à laquelle ils participaient non en tant qu'individus, mais en tant que membres d'une classe. Au contraire, dans la communauté des prolétaires révolutionnaires qui placent sous leur maîtrise tant leurs propres conditions d'existence que celles de tous les membres de la société, c'est exactement l'inverse qui se produit : les individus y participent en tant qu'individus. C'est justement l'association des individus (naturellement, dans les limites des forces productives telles qu'elles sont présentement constituées) qui soumet à son autorité les conditions du libre épanouissement et du libre mouvement des individus, conditions qui avaient été jusque-là livrées au hasard, et qui s'étaient figées en face des individus, précisément du fait de leur séparation en tant qu'individus et de leur union nécessaire. Imposée par la division du travail, celle-ci est devenue, en raison de leur séparation, un lien étranger à eux-mêmes. Jusqu'à nos jours, l'union n'était nullement volontaire - comme la décrit, par exemple, le Contrat social - mais une association dictée par la nécessité (...) en vue de fixer les conditions dans lesquelles les individus pouvaient jouir de la contingence. C'est ce droit de pouvoir jouir sans trouble des contingences dans certaines conditions que l'on a appelé, jusqu'à ce jour, « liberté personnelle ». » (Pléiade t.3 p.1114-1115)

« Les conditions dont dépend l'emploi de forces productives déterminées sont celles qu'impose le règne d'une classe déterminée de la société dont la puissance sociale, fruit de ses possessions matérielles, trouve son expression à la fois idéaliste et pratique dans le type d'Etat existant ; c'est pourquoi toute lutte révolutionnaire est dirigée contre une classe dont la domination a trop duré. » (Pléiade t.3 p.1123)

« De deux choses l'une : ou bien il y a séparation de l'Etat politique et de la société civile, et alors tous ne peuvent pas participer à titre singulier au pouvoir législatif. L'Etat politique est une existence séparée de la société civile. D'une part, la société civile se renierait elle-même si tous étaient législateurs ; d'autre part, l'Etat politique placé en face d'elle ne peut la tolérer que sous une forme qui corresponde à sa propre norme. Or c'est justement la participation de la société civile à l'Etat politique, par l'intermédiaire des députés, qui est l'expression de leur séparation et de leur unité purement dualiste.

« Ou inversement. La société civile est une société politique réelle. Dans ce cas, il est absurde d'exprimer une revendication qui découle uniquement de l'image qu'on se fait de l'Etat politique comme existence séparée de la société civile, qui est issue de l'image théologique de l'Etat politique. Dans ces conditions, la signification du pouvoir législatif comme pouvoir représentatif disparaît complètement. Le pouvoir législatif est ici représentation, au sens où chaque fonction est représentative ; ainsi, par exemple le cordonnier, qui satisfait un besoin social est mon représentant ; ainsi toute activité sociale déterminée représente, en tant qu'activité générique, uniquement le genre, c'est-à-dire une détermination de ma propre nature ; ainsi tout homme est le représentant d'autrui. Il est ici représentant non point en vertu de quelque chose d'étranger qu'il représente, mais en vertu de ce qu'il est et fait. » (Pléiade t.3 p. 1008)

« Considérer le suffrage directement par rapport au pouvoir du prince ou au pouvoir gouvernemental, c'est ne pas le concevoir philosophiquement, c'est-à-dire dans son essence propre. Le suffrage est le rapport réel de la société civile réelle à la société civile du pouvoir législatif, à l'élément représentatif. En d'autres termes, le suffrage est la relation immédiate, directe, non seulement imaginative, mais réellement existante de la société civile à l'Etat politique. Il est donc évident que le suffrage constitue le principal intérêt politique de la société civile réelle. C'est seulement dans le suffrage illimité, actif aussi bien que passif, que la société civile parvient réellement à l'abstraction d'elle-même, à l'existence politique comme sa vraie existence, universelle et essentielle. Toutefois, l'accomplissement de cette abstraction en constitue du même coup l'abolition. Ayant réellement établi son existence politique comme sa vraie existence, la société civile a simultanément rendu inessentielle son existence civile en tant que distincte de son existence politique ; et la chute de l'une des existences séparées entraîne celle de l'autre, son contraire¹. Exiger la réforme du suffrage, c'est donc exiger, à l'intérieur de l'Etat politique abstrait, la dissolution de celui-ci, mais aussi celle de la société civile. » (Pléiade t.3 p. 1010)

IX. 1847. Les communistes et Karl Heinzen.

(Texte de Engels paru dans le "Deutsche-Brüsseler-Zeitung en Octobre 1847)

"Quelle est la tâche de la presse d'un parti ? Avant tout : discuter. Elle doit justifier, développer, défendre les revendications du parti, rejeter et réfuter les prétentions et thèses du parti adverse. Quelle est la tâche de la presse

¹ A rapprocher de ce passage de Lénine :

« Dès l'instant où tous les membres de la société, ou du moins leur immense majorité, ont appris à gérer eux-mêmes l'Etat, ont pris eux-mêmes l'affaire en main, « organisé » le contrôle sur l'infime minorité de capitalistes, sur les petits messieurs désireux de conserver leurs pratiques capitalistes et sur les ouvriers profondément corrompus par le capitalisme - dès cet instant, la nécessité de toute administration en général commence à disparaître. Plus la démocratie est complète, et plus proche est le moment où elle deviendra superflue. Plus démocratique est l' « état » constitué par les ouvriers armés et qui « n'est plus un Etat au sens propre », et plus vite commence à s'éteindre tout Etat. » (L'Etat et la Révolution. Ed. Pékin. P.126)

démocratique allemande ? Elle doit démontrer la nécessité de la démocratie face à l'indignité du gouvernement existant qui représente plus ou moins la noblesse, face à l'insuffisance du système constitutionnel qui assure le règne de la bourgeoisie, et face à l'impossibilité où se trouve le peuple de se libérer, aussi longtemps qu'il ne possède pas le pouvoir politique. Elle doit révéler l'oppression des prolétaires, des paysans pauvres et des petits bourgeois - car c'est eux qui constituent, en Allemagne, le "peuple" - par la bureaucratie, les nobles, la bourgeoisie ; expliquer les causes de l'oppression non seulement politique, mais avant tout sociale, et indiquer les moyens d'y mettre fin. Elle doit démontrer que la conquête du pouvoir par les prolétaires, les petits paysans et les petits bourgeois est la première condition de la mise en œuvre de ces moyens. Il lui faut en outre examiner la question de savoir si l'on peut compter sur la réalisation prochaine de la démocratie, de quels moyens le parti dispose et à quels autres partis il devrait s'associer tant qu'il est trop faible pour agir seul."

X. 1847. La critique moralisante et la morale critique.

(Texte paru dans le "Deutsche-Brüsseler-Zeitung" en Octobre et Novembre 1847) La Pléiade p. 758-759 Tome 3.

"La question de la propriété qui, à "notre époque", est une question de portée historique, n'a donc de sens que dans la *société bourgeoise moderne*. Plus cette société est développée, donc plus la bourgeoisie s'est développée économiquement dans un pays, et, par conséquent, plus le pouvoir de l'Etat a pris une expression bourgeoise, plus la question *sociale* prend un aspect aigu, en France plus aigu qu'en Allemagne, en Angleterre plus aigu qu'en France, dans la monarchie constitutionnelle plus aigu que dans la monarchie absolue, dans la république plus aigu que dans la monarchie constitutionnelle. C'est ainsi, par exemple, que les collisions résultant du système de crédit, de la spéculation, etc. ne sont nulle part plus aiguës qu'en Amérique du Nord. Aussi l'inégalité *sociale* ne se manifeste nulle part avec plus de brutalité que dans les Etats de l'Est de l'Amérique du Nord, parce que nulle part elle n'est moins fardée d'inégalité politique."

(...)

"Tout comme en Angleterre les ouvriers constituent un parti politique sous le nom de *chartistes*, ils constituent en Amérique du Nord un parti politique sous le nom de *réformateurs nationaux* : leur cri de guerre n'est nullement « monarchie ou république », mais « domination de la classe ouvrière ou domination de la classe bourgeoise ». C'est précisément dans la société bourgeoise moderne, avec ses formes politiques correspondantes - Etat représentatif constitutionnel ou républicain - que la "question de la propriété" est devenue la "question sociale" la plus importante."

XI. 1847. Principes du communisme.

« Question 18 : selon quel processus se déroulera cette révolution ?

Réponse : Elle établira tout d'abord un régime démocratique et, par là même, directement ou indirectement, la domination politique du prolétariat. Directement en Angleterre, où les prolétaires constituent déjà la majorité du peuple. Indirectement en France et en Allemagne, où la majorité du peuple est composée non seulement de prolétaires, mais aussi de petits paysans et de petits bourgeois qui ne sont encore qu'en voie de prolétarianisation, qui dépendent, en ce qui concerne la satisfaction de leurs intérêts

politiques, de plus en plus du prolétariat, et qui devront, par conséquent, se rallier rapidement à ses revendications. Cela nécessitera peut-être une nouvelle lutte, mais qui ne peut se terminer que par la victoire du prolétariat.

La démocratie ne serait d'aucune utilité pour le prolétariat s'il ne l'utilisait pas immédiatement pour prendre des mesures étendues comportant une atteinte directe à la propriété privée et assurant l'existence du prolétariat.

XII. 1848. Le Manifeste du Parti Communiste.

« Chaque étape de l'évolution parcourue par la bourgeoisie était accompagnée d'un progrès politique correspondant. Classe opprimée sous la domination des seigneurs féodaux, association en armes s'administrant elle-même dans la commune ; là, république urbaine autonome, ici tiers-état taillable de la monarchie ; puis, à l'époque de la manufacture, contrepoids de la noblesse dans la monarchie féodale ou absolue, soutien principal des grandes monarchies en général, la bourgeoisie a réussi à conquérir de haute lutte le pouvoir politique exclusif dans l'Etat représentatif moderne : la grande industrie et le marché mondial lui avaient frayé le chemin. Le gouvernement moderne n'est qu'un comité qui gère les affaires communes de toute la classe bourgeoise. » (Pléiade T.1 p.163)

« L'industrie moderne a transformé le petit atelier de l'artisan patriarcal en la grande fabrique du capitaliste industriel. Des masses d'ouvriers s'entassent dans les usines et y sont organisés comme des soldats. Simples soldats de l'industrie, ils sont placés sous la surveillance de toute une hiérarchie de sous-officiers et d'officiers. Ils ne sont pas seulement les esclaves de la classe bourgeoise, de l'Etat bourgeois. Jour après jour, heure par heure, ils subissent le joug de la machine, du contremaître et, avant tout, des fabricants bourgeois eux-mêmes. Despotisme d'autant plus mesquin, odieux, exaspérant, que son but, hautement avoué, c'est le profit. » (Pléiade T.1 p.168)

« Le prolétariat doit tout d'abord s'emparer du pouvoir politique, s'ériger en classe nationale, se constituer lui-même en tant que nation. Par cet acte, il est, sans doute, encore national, mais nullement au sens de la bourgeoisie.

(...)

Il a déjà été dit plus haut que le premier pas dans la révolution ouvrière est la montée du prolétariat au rang de classe dominante, la conquête de la démocratie. » (Pléiade T.1. pp.180-181)

« Lorsque, dans le cours du développement, les antagonismes de classe auront disparus et que toute la production sera concentrée entre les mains des individus associés, le pouvoir public perdra son caractère politique. Le pouvoir politique au sens strict du terme, est le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre. Si, dans sa lutte contre la bourgeoisie, le prolétariat est forcé de s'unir en une classe ; si, par une révolution, il se constitue en classe dominante et, comme telle, abolit violemment les anciens rapports de production - c'est alors qu'il abolit les classes en général, et par là même, sa propre domination en tant que classe.

L'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses conflits de classes, fait place à une association où le libre épanouissement de chacun est la condition du libre épanouissement de tous. » (Pléiade T.1. p.183)

XIII. Le dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte. 1852.

« La défaite des insurgés de Juin avait, à la vérité, préparé, aplani le terrain sur lequel pouvait se fonder, s'établir la république bourgeoise. Mais elle avait montré, en même temps, qu'en Europe se posaient d'autres problèmes que celui de la république bourgeoise ou de la monarchie. Elle avait montré que la république bourgeoise signifiait ici le despotisme absolu d'une classe sur les autres classes. » (p.25)

« Leur domination, en tant que parti de l'ordre, sur les autres classes de la société, fut plus absolue et plus dure qu'elle ne l'avait été auparavant sous la Restauration ou sous la monarchie de Juillet, et elle n'était possible que sous la forme de la République parlementaire, car c'est seulement sous cette forme que les deux grandes fractions de la bourgeoisie française pouvaient s'unir et, par conséquent, substituer la domination de leur classe à celle d'une fraction privilégiée de cette classe. Et si, néanmoins, en tant que parti de l'ordre, ils insultaient la république et exprimaient leur aversion à son égard, ils ne le faisaient pas seulement par conviction royaliste. Leur instinct leur disait que si la république rend plus complète leur domination politique, elle en mine en même temps les bases sociales en les opposant aux classes opprimées de la société et en les obligeant à lutter contre elles sans intermédiaire, sans le couvert de couronne, sans pouvoir détourner l'intérêt de la nation au moyen de leurs luttes subalternes entre eux et contre la royauté. » (p.49)

« Les petits bourgeois (...) voyaient leurs intérêts matériels menacés et les garanties démocratiques, qui devaient leur assurer la satisfaction de ces intérêts, mises en question par la contre-révolution. Aussi se rapprochèrent-ils des ouvriers. D'autre part, leur représentation parlementaire, la Montagne, tenue à l'écart pendant la dictature des républicains bourgeois, avait, pendant la seconde moitié de l'existence de la Constituante, grâce à sa lutte contre Bonaparte et les ministres royalistes, reconquis sa popularité perdue. Elle avait conclu une alliance avec les chefs socialistes. En Février 1849, on organisa des banquets de réconciliation. On esqua un programme commun, on créa des comités électoraux communs et l'on présenta des candidats communs. On enleva aux revendications sociales du prolétariat leur pointe révolutionnaire et on leur donna une tournure démocratique. On enleva aux revendications démocratiques de la petite bourgeoisie leur forme purement politique et on fit ressortir leur pointe socialiste. C'est ainsi que fut créée la social-démocratie.

(...)

Le caractère propre de la social-démocratie se résumait en ce qu'elle réclamait des institutions républicaines démocratiques comme moyen, non pas de supprimer les deux extrêmes, le capital et le salariat, mais d'atténuer leur antagonisme et de le transformer en harmonie. Quelle que soit la diversité des mesures qu'on puisse proposer pour atteindre ce but, quel que soit le caractère plus ou moins révolutionnaire des conceptions dont il puisse être revêtu, le contenu reste le même. C'est la transformation de la société par voie démocratique, mais c'est une transformation dans le cadre petit-bourgeois. » (p.50)

« Mais le démocrate, parce qu'il représente la petite bourgeoisie, par conséquent une classe intermédiaire, au sein de laquelle s'émeuvent les intérêts de deux classes opposées, s' imagine être au-dessus des antagonismes de classe. Les démocrates reconnaissent qu'ils ont devant eux une classe privilégiée, mais eux, avec tout le reste de la nation, ils constituent *le peuple*. Ce qu'ils représentent, c'est *le droit du peuple* ; ce qui les intéresse, c'est *l'intérêt du peuple*. » (p.54)

XIV. Introduction générale à la critique de l'économie politique. 1857

Plan sur l'Etat :

« 3° Synthèse de la société bourgeoise sous la forme de l'Etat. L'Etat considéré en lui-même. Les classes « improductives ». Impôts. Dette publique. Crédit public. La population. Les colonies. Emigration. » (Pléiade T.1 p.263)

XV. Critique de l'économie politique (Grundrisse). 1859

« Les rapports juridiques, pas plus que les formes de l'Etat, ne peuvent s'expliquer ni par eux-mêmes, ni par la prétendue évolution générale de l'esprit humain ; bien plutôt, ils prennent leurs racines dans les conditions matérielles de la vie que Hegel, à l'exemple des Anglais et des Français du XVIII^e siècle, comprend dans leur ensemble sous le nom de « société civile ». » (Pléiade T.1. p.272)

XVI. La guerre civile en France. 1871.

Création et renforcement de l'appareil d'Etat moderne.

« L'appareil d'Etat centralisé qui, avec ses organes militaires, bureaucratiques, cléricaux et judiciaires, omniprésents et compliqués, enserrant (enveloppent) le corps vivant de la société civile, comme un boa constrictor, fut d'abord forgé aux temps de la monarchie absolue comme arme de la société moderne naissante dans sa lutte pour s'émanciper du féodalisme. Les privilèges féodaux des seigneurs, des villes et du clergé à l'époque médiévale furent transformés en attributs d'un pouvoir d'Etat unifié. Celui-ci remplaça les dignitaires féodaux par des fonctionnaires d'Etat salariés ; il retira leurs armes aux serviteurs médiévaux des seigneurs fonciers et des corporations urbaines pour les remettre à une armée permanente ; il substitua à l'anarchie bariolée (bigarrée) des puissances médiévales en conflit la structure ordonnée d'un pouvoir d'Etat, avec une division systématique et hiérarchique du travail. » (ed. Pékin p.183)

« La première Révolution française, qui avait pour tâche de fonder l'unité nationale (de créer une nation), dut briser toutes les autonomies locales, territoriales, urbaines et provinciales. Poursuivant l'œuvre entreprise par la monarchie absolue, elle fut donc contrainte de développer la centralisation et

l'organisation du pouvoir d'Etat, d'en agrandir le cercle et les attributions, d'augmenter le nombre de ses instruments, d'accroître son indépendance, et son emprise surnaturelle sur la société réelle - emprise qui, en fait, remplaça le ciel surnaturel du Moyen Age avec ses saints. Tout intérêt mineur et isolé, engendré par les rapports des groupes sociaux, fut séparé de la société même, déterminé, rendu indépendant de celle-ci et mis en opposition avec elle, au nom de la raison d'Etat, que défendaient des prêtres du pouvoir d'Etat aux fonctions hiérarchiques exactement définies. »

« Ce pouvoir n'avait plus besoin de justifier son existence par la coalition armée de la vieille Europe contre le monde moderne fondé par la révolution de 1789. Il n'apparaissait plus comme un instrument de domination de classe, soumis au ministère parlementaire d'une assemblée. Il humiliait sous son autorité jusqu'aux intérêts des classes dominantes, dont il remplaçait la parade parlementaire par des Corps législatifs choisis par lui et des Sénats payés par lui. Il avait reçu du suffrage universel la sanction de son autorité absolue. On le proclamait indispensable au maintien de « l'ordre », c'est-à-dire au maintien de la domination du propriétaire foncier et du capitaliste sur le producteur. Il dissimulait, sous les haillons d'une mascarade du passé, les orgies corrompues du présent et la victoire de la fraction la plus parasite, celle des financiers escrocs. Il laissait libre cours à une débauche de toutes les influences réactionnaires du passé. Pandémonium d'infamies, ce pouvoir d'Etat avait reçu sa dernière et suprême expression dans le Second Empire. Il se donnait l'apparence d'être la victoire finale de ce pouvoir gouvernemental sur la société, mais c'était, en fait, l'orgie de tous les éléments corrompus de cette société. Aux yeux d'un spectateur peu averti, il ne semblait être que la victoire de l'Exécutif sur le Législatif, la défaite finale infligée à la forme de domination de classe qui prétendait être la société se gouvernant elle-même, par la forme de cette domination qui prétendait être un pouvoir placé au-dessus de la société. Mais il n'était, de fait, que la forme dernière, dégradée, et la seule possible, de cette domination de classe, aussi humiliante pour la classe dominante elle-même que pour la classe ouvrière qu'elle maintenait dans les fers. »

Réaction prolétarienne contre l'Etat.

« Le 4 Septembre fut simplement la revendication du retour à la *République* contre l'aventurier grotesque qui l'avait assassinée. La véritable antithèse de *l'Empire lui-même* - c'est-à-dire du pouvoir d'Etat, de l'Exécutif centralisé, dont le Second Empire n'était que la formule définitive - ce fut la *Commune*. » (éd. Pékin p.186)

« Ce ne fut donc pas une révolution contre telle ou telle forme de pouvoir d'Etat, légitimiste, constitutionnelle, républicaine ou impériale. Ce fut une révolution contre l'Etat lui-même, cet avorton surnaturel de la société ; ce fut la reprise par le peuple et pour le peuple de sa propre vie sociale. » (id.p.187)

« Ce ne fut pas une révolution faite pour transférer ce pouvoir d'une fraction des classes dominantes à une autre, mais une révolution pour briser cet horrible appareil même de la domination de classe. Ce ne fut pas une de ces luttes mesquines entre la forme exécutive et la forme parlementaire de la domination de classe, mais une révolte contre ces deux formes qui se confondent, la forme parlementaire n'étant qu'un appendice trompeur de l'Exécutif. Le Second Empire fut la forme achevée de cette usurpation de l'Etat. La Commune fut sa négation nette, et, par suite, le début de la révolution sociale du XIX^e siècle. » d. p.187)

Lutte de classes et Etat prolétarien.

« *Seule, la classe ouvrière pouvait* formuler, par ce mot de Commune, cette nouvelle aspiration, et en entreprendre la réalisation par la lutte de la Commune de Paris.

(...)

Seuls les prolétaires, enflammés par la tâche sociale nouvelle, qu'ils avaient à accomplir pour toute la société, de supprimer toutes les classes et la domination de classe, étaient les hommes qui pouvaient briser l'instrument de cette domination de classe qu'était l'Etat, briser ce pouvoir gouvernemental centralisé et organisé qui, par usurpation, était le maître de la société au lieu d'en être le serviteur. » (p.188)

« La Commune est la reprise du pouvoir d'Etat par la société, dont il devient la force vivante, au lieu d'être la force qui la domine et la subjugue. C'est sa reprise par les masses populaires elles-mêmes, qui substituent leur propre force à la force organisée pour les opprimer ; la Commune, c'est la forme politique de leur émancipation sociale, se substituant à la force artificielle (appropriée par leurs oppresseurs) (leur propre force s'opposant à eux et s'organisant contre eux) de la société, mise au service de leurs ennemis pour les opprimer. » (p.189)

« Telle est la *Commune - forme politique de l'émancipation sociale*, de la libération du travail à l'égard des usurpations (asservissement) de ceux qui monopolisent les instruments de travail, créés par les travailleurs eux-mêmes ou constituant un don de la nature. Tout comme l'appareil d'Etat et le parlementarisme ne constituent pas la vie véritable des classes dominantes, mais ne sont que les organismes généraux de leur domination, les garanties politiques, les formes et les expressions du vieil ordre des choses ; de même, la Commune n'est pas le mouvement social de la classe ouvrière, et, par suite, le mouvement régénérateur de toute l'humanité, mais seulement le moyen organique de son action ». (p.193 Nous soulignons)

« La Commune ne supprime pas les luttes de classes, par lesquelles la classe ouvrière s'efforce d'abolir toutes les classes et, par suite, toute domination de classe (parce qu'elle ne représente pas un intérêt particulier ; elle représente la libération du « travail », c'est-à-dire la condition fondamentale et naturelle de toute vie individuelle et sociale, que seules l'usurpation, la fraude et des ruses artificieuses permettent à la minorité de confisquer à la majorité), mais elle crée l'ambiance rationnelle dans laquelle cette lutte de classes peut passer par ses différentes phases de la façon la plus rationnelle et la plus humaine. Elle peut être le point de départ de réactions violentes et de révolutions tout aussi violentes. Elle commence l'émancipation du travail - son grand but - en balayant l'œuvre improductive et malfaisante des parasites d'Etat : elle extirpe, d'une part, les racines du mal qui livrait une immense partie du revenu national à la nourriture du monstre étatique, et, d'autre part, elle accomplit l'ouvrage réel de l'administration locale et nationale pour des salaires ouvriers. Elle débute donc par une immense épargne, par une réforme économique aussi bien que par une transformation politique. » (id. p.193)

Parlementarisme et pouvoir exécutif.

XVII. Engels : La république en Espagne. Volkstaat 1/3/1873.

« L'ère des *véritables* républiques européennes datera du 4 Septembre, ou plutôt du jour de Sedan, même si un bref retour césariste, peu importe sous quel prétendant, était possible. Et c'est dans ce sens que l'on peut dire que la république Thiers est la réalisation finale de la république de 1792 ; la république des jacobins,

sans les illusions que se faisaient les jacobins. Désormais, la classe ouvrière ne peut plus se faire d'illusions sur ce qu'est la république : la forme d'Etat où la domination de la bourgeoisie prend son expression ultime, vraiment accomplie. Dans la république moderne, on instaure enfin l'égalité politique pure, égalité encore soumise dans toutes les monarchies à certaines restrictions. Et cette égalité politique, est-ce autre chose que de déclarer que les antagonismes de classes ne concernent en rien l'Etat, que les bourgeois ont autant le droit d'être bourgeois que les travailleurs prolétaires ? »

XVIII. Préface de 1870 à « La guerre des paysans » (Engels)

« Ce qui distingue spécifiquement la bourgeoisie de toutes les classes dominantes du passé, c'est qu'au cours de son développement elle rencontre un tournant à partir duquel tout accroissement ultérieur de ses moyens de domination, à savoir en premier lieu ses capitaux, ne fait que contribuer à la rendre de plus en plus inapte à l'exercice du pouvoir politique : « Derrière les grands bourgeois se dressent les prolétaires ». En effet, la bourgeoisie engendre le prolétariat dans la mesure même où elle développe son industrie, son commerce et ses moyens de communication. Or, à un certain moment - qui n'est pas nécessairement le même partout et n'arrive pas exactement au même stade de développement _ elle commence à s'apercevoir que son double - le prolétariat - la dépasse dangereusement. A partir de ce moment, elle perd la faculté d'exercer exclusivement son pouvoir politique : elle cherche des alliés avec lesquelles ou bien elle partage son pouvoir, ou bien à qui elle le cède complètement - selon les circonstances. » (in. Marx-Engels. La social-démocratie allemande. 10/18 p.37).

« A partir du moment où il s'agit de protéger non plus l'aristocratie contre la pression de la bourgeoisie, mais toutes les classes possédantes contre la pression de la classe ouvrière, la vieille monarchie absolue dut passer complètement à la forme d'Etat spécialement élaborée à cette fin : la *monarchie bonapartiste*. (...) ce passage fut *le plus grand pas en avant* que la Prusse eût fait depuis 1848 tellement ce pays était demeuré en arrière du développement moderne. De fait, c'était encore un Etat semi-féodal, alors que le bonapartisme est en tout cas une forme moderne d'Etat qui implique l'élimination du féodalisme. » (p.42)

« La bourgeoisie achète son émancipation sociale progressive en renonçant dans l'immédiat à exercer son propre pouvoir politique. Est-il besoin de dire que la raison principale qui rend une telle convention acceptable pour la bourgeoisie, ce n'est pas sa peur du gouvernement, mais du prolétariat ? » (p.43)

XIX. Critique du programme de GOTHA 1875.

« Et maintenant, pour combler la mesure, quel horrible abus le programme ne fait-il pas des expressions « Etat actuel », « société actuelle » et quel malentendu, plus horrible encore, ne crée-t-il pas au sujet de l'Etat auquel s'adressent ses revendications !

La « société actuelle », c'est la société capitaliste qui existe dans tous les pays civilisés, plus ou moins expurgée d'éléments moyenâgeux, plus ou moins modifiée par l'évolution historique particulière à chaque

pays, plus ou moins développée. «L' « Etat actuel », au contraire, change avec la frontière. Il est dans l'empire prusso-allemand autre qu'en Suisse, en Angleterre autre qu'aux Etats-Unis. L' « Etat actuel » est donc une fiction. » (p.26 éd. Pékin)

« Cependant, les divers Etats des divers pays civilisés, nonobstant la multiple diversité de leurs formes, ont tous ceci de commun qu'ils reposent sur le terrain de la société bourgeoise moderne, plus ou moins développée au point de vue capitaliste. C'est ce qui fait que certains caractères essentiels leur sont communs. En ce sens, l'on peut parler d' « Etat actuel » pris comme expression générique, par contraste avec l'avenir où la société bourgeoise, qui lui sert à présent de racine, aura cessé d'exister.

Dès lors, la question se pose : quelle transformation subira l'Etat dans une société communiste ? Autrement dit : quelles fonctions sociales s'y maintiendront analogues aux fonctions actuelles de l'Etat ? Seule la science peut répondre à cette question ; et ce n'est pas en accouplant de mille manières le mot Peuple avec le mot Etat qu'on fera avancer le problème d'un saut de puce. »

« Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat.

Le programme [de Gotha NDR] n'a pas à s'occuper, pour l'instant, ni de cette dernière, ni de l'Etat futur dans la société communiste. » (p.26)

« La démocratie vulgaire elle-même, qui, dans la République démocratique, voit l'avènement du royaume millénaire (...) ne soupçonne nullement que c'est précisément sous cette dernière forme étatique de la société bourgeoise que se livrera la suprême bataille entre les classes... » (p.28)

« Il conviendrait d'abandonner tout ce bavardage sur l'Etat, surtout après la Commune, qui n'était plus un Etat, au sens propre. Les anarchistes nous ont assez jeté à la tête l'Etat populaire, bien que déjà le livre de Marx contre Proudhon, et puis le Manifeste communiste disent explicitement qu'avec l'instauration du régime social socialiste l'Etat se dissout de lui-même et disparaît. L'Etat n'étant qu'une institution temporaire, dont on est obligé de se servir dans la lutte, dans la révolution, pour réprimer par la force ses adversaires, il est parfaitement absurde de parler d'un Etat populaire libre : tant que le prolétariat a encore besoin de l'Etat, ce n'est point pour la liberté, mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'Etat cesse d'exister comme tel. Aussi, proposerions-nous de mettre partout à la place du mot Etat le mot Communauté (Gemeinwesen), excellent vieux mot allemand, répondant au mot français Commune. » (Lettre d'Engels à Bebel 18 Mars 1875 p.41. Ed de Pékin)

Sur l'égalité.

« L'expression « destruction de toute inégalité sociale et politique » au lieu « d'abolition de toutes les différences de classes » est également très suspecte. D'un pays à l'autre, d'une province à l'autre, voire d'un endroit à l'autre, il y aura toujours une certaine inégalité dans les conditions d'existence, inégalité que l'on pourra bien réduire au minimum, mais non faire disparaître complètement. Les habitants des Alpes auront

toujours d'autres conditions de vie que les habitants des plaines. Se représenter la société socialiste comme l'Empire de *l'égalité* est une conception française trop étroite (...) » (Lettre d'Engels à Bebel 18 Mars 1875)

XX. 1877. ANTI-DUHRING.

« Et dans cette atmosphère politique et juridique faite pour elle, la bourgeoisie s'est brillamment développée, si brillamment que d'ores et déjà, elle n'est plus loin de la position qu'occupait la noblesse en 1789 : elle devient de plus en plus non seulement une superfétation sociale, mais encore un obstacle social ; elle s'élimine de plus en plus de l'activité productrice et devient de plus en plus, comme en son temps la noblesse, une classe qui ne fait qu'encaisser des revenus ; et c'est sans la moindre simagrée de violence, d'une manière purement économique qu'elle a réalisé ce bouleversement de sa propre position et la création d'une classe nouvelle, le prolétariat. Plus encore. Elle n'a nullement voulu ce résultat de ses propres agissements ; au contraire, il s'est imposé avec une puissance irrésistible contre sa volonté, contre son intention ; ses propres forces de production sont devenues trop puissantes pour obéir à sa direction et poussent, comme sous l'effet d'une nécessité naturelle, toute la société bourgeoise au-devant de la ruine ou de la révolution. » (p.193)

« Ce que la démocratie bourgeoise de 1848 n'a pu réaliser précisément parce qu'elle était *bourgeoise et non prolétarienne*, - l'acte de donner aux masses laborieuses une volonté dont le contenu correspondît à leur situation de classe, - le socialisme y parviendra infailliblement. » (p.199) [soul. par nous]

« (...) l'Etat moderne n'est à son tour que l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre des empiètements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés. L'Etat moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste : l'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif en idée. » (p.315)

« En transformant de plus en plus la grande majorité de la population en prolétaires, le mode de production capitaliste crée la puissance qui, sous peine de périr, est obligée d'accomplir ce bouleversement. En poussant de plus en plus à la transformation des grands moyens de production socialisés en propriété d'Etat, il montre lui-même la voie à suivre pour accomplir ce bouleversement. Le prolétariat s'empare du pouvoir d'Etat et transforme les moyens de production d'abord en propriété d'Etat. Mais par là il se supprime lui-même en tant que prolétariat, il supprime toutes les différences de classe et oppositions de classes et également l'Etat en tant qu'Etat. La société antérieure, évoluant dans des oppositions de classes, avait besoin de l'Etat, c'est-à-dire, dans chaque cas, d'une organisation de la classe exploiteuse pour maintenir par la force la classe exploitée dans les conditions d'oppression données par le mode de production existant (esclavage, servage, salariat). L'Etat était le représentant officiel de toute la société, sa synthèse en un corps visible, mais cela il ne l'était que dans la mesure où il était l'Etat de la classe qui, pour son temps, représentait elle-même toute la société : dans l'antiquité, Etat des citoyens propriétaires d'esclaves ; au moyen-âge, de la noblesse féodale ; à notre époque, de la bourgeoisie. Quand il finit par devenir effectivement le représentant de toute la société, il se rend lui-même superflu. Dès qu'il n'y a plus de classe

sociale à tenir dans l'oppression ; dès que, avec la domination de classe et la lutte pour l'existence individuelle motivée par l'anarchie antérieure de la production, sont éliminés également les collisions et les excès qui en résultent, il n'y a plus rien à réprimer qui rende nécessaire un pouvoir de répression, un Etat. Le premier acte dans lequel l'Etat apparaît réellement comme représentant de toute la société - la prise de possession des moyens de production au nom de la société, - est en même temps son dernier acte propre en tant qu'Etat. L'intervention d'un pouvoir d'Etat dans des rapports sociaux devient superflue dans un domaine après l'autre, et entre alors naturellement en sommeil. Le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses et à la direction des opérations de production. L'Etat n'est pas « aboli », il *s'éteint*. » (p.317)

XXI . 1884. L'origine de la famille... (Engels)

« Tant que la classe opprimée, c'est-à-dire, en l'occurrence, le prolétariat, ne sera pas encore assez mûr pour se libérer lui-même, il considérera dans sa majorité le régime social existant comme le seul possible et formera, politiquement parlant, la queue de la classe capitaliste, son aile gauche extrême. Mais, dans la mesure où il devient plus capable de s'émanciper lui-même, il se constitue en parti distinct, élit ses propres représentants et non ceux des capitalistes. Le suffrage universel est donc l'index qui permet de mesurer la maturité de la classe ouvrière. Il ne peut être rien de plus, il ne sera jamais rien de plus dans l'Etat actuel ; mais cela suffit. Le jour où le thermomètre du suffrage universel indiquera pour les travailleurs le point d'ébullition, ils sauront, aussi bien que les capitalistes, ce qu'il leur reste à faire. » (p.181 ES)

XXII. 1884. Engels, lettre à Bebel (11 Décembre).

« En ce qui concerne la *démocratie pure* et son rôle à l'avenir, je ne suis pas de ton avis. Il est dans l'ordre des choses qu'elle jouera un rôle bien inférieur en Allemagne que dans les pays de développement industriel plus ancien. Mais cela n'empêche pas qu'au moment de la révolution, elle prendra une importance momentanée sous la forme d'un parti *bourgeois* extrême, jouant le même rôle qu'à Francfort en 1848, lorsqu'elle fut la dernière planche de salut de toute l'économie bourgeoise et même féodale. Dans un tel moment, toute la masse réactionnaire se tiendra derrière elle et lui donnera une force accrue – tout ce qui est réactionnaire se donne alors des airs démocratiques. C'est ainsi que toute la masse féodale bureaucratique, dans la période de mars à septembre 1848, a soutenu les libéraux pour endiguer les masses révolutionnaires et, ce résultat obtenu, les libéraux furent naturellement chassés à coups de pied aux fesses. De même, de mai 1848 à l'élection de Bonaparte en décembre, le parti républicain pur du *National*, le plus faible de tous les partis, a régné en France, simplement parce que toute la réaction s'était rassemblée et organisée derrière lui. C'est ce qui s'est produit à chaque révolution : le parti le plus souple et le plus mou, celui qui est encore en état de prendre le pouvoir entre ses mains, prend les rênes de l'Etat, précisément parce que les vaincus y voient leur dernier espoir de salut.

Or donc, on ne peut escompter qu'au moment de la révolution nous ayons derrière nous la majorité des électeurs, c'est-à-dire la nation. Toute la classe bourgeoise ainsi que les vestiges des classes possédantes de la féodalité, une grande partie de la petite bourgeoisie et de la population rurale se masseront alors derrière

le parti bourgeois extrême qui sera en paroles le plus révolutionnaire, et j'estime qu'il est parfaitement possible qu'il soit représenté au gouvernement provisoire, et qu'il y constitue même momentanément la majorité. Ce que nous devons alors éviter c'est d'agir comme l'a fait la minorité social-démocrate qui a participé au gouvernement de février 1848. Mais pour l'heure, c'est encore pour nous une hypothèse théorique. » (in. La Social-démocratie allemande, ed. 10/18 p.190-191)

XXIII. Introduction d'Engels à « La guerre civile en France » 1891.

« Quand la crise éclata entre le gouvernement et l'opposition, les ouvriers engagèrent le combat de rues. Louis-Philippe disparut, et avec lui la réforme électorale ; à sa place se dresse la République, la République « sociale » comme les ouvriers victorieux la qualifièrent eux-mêmes. Ce qu'il fallait entendre par République sociale, c'est ce que personne ne savait au juste, pas même les ouvriers. Mais maintenant ils avaient des armes, ils étaient une force dans l'Etat. Aussi dès que les bourgeois républicains qui se trouvaient au pouvoir sentirent le sol se raffermir sous leurs pieds, leur premier objectif fut-il de désarmer les ouvriers. Voici comment cela se fit : en violant délibérément la parole donnée, en méprisant ouvertement les prolétaires, en tentant de bannir les sans-travail dans une province lointaine, on les précipita dans l'insurrection de juin 1848. » (éd. De Pékin p.4)

« Le châtement ne se fit pas attendre. Si le prolétariat ne pouvait pas encore gouverner la France, la bourgeoisie ne le pouvait déjà plus. Je veux dire du moins à cette époque où elle était encore en majorité de tendance monarchiste, et se scindait en trois partis dynastiques et un quatrième républicain. Ce sont ses querelles intérieures qui permirent à l'aventurier Louis Bonaparte de s'emparer de tous les postes clefs - armée, police, machine administrative - et de faire sauter le 2 Décembre 1851 la dernière forteresse de la bourgeoisie, l'Assemblée Nationale. Le Second Empire commença, et avec lui l'exploitation de la France par une bande d'aventuriers de la politique et de la finance : mais en même temps l'industrie prit un essor tel que jamais le système mesquin et timoré de Louis-Philippe, avec sa domination exclusive d'une petite partie seulement de la grande bourgeoisie, n'aurait pu lui donner. Louis Bonaparte enleva aux capitalistes leur pouvoir politique, sous le prétexte de les protéger eux, les bourgeois, contre les ouvriers, et de protéger à leur tour les ouvriers contre eux ; mais, par contre, sa domination favorisa la spéculation et l'activité industrielle, bref, l'essor et l'enrichissement de toute la bourgeoisie à un point dont on n'avait pas idée. C'est cependant à un degré bien plus élevé encore que se développèrent aussi la corruption et le vol en grand, qu'on les vit fleurir autour de la cour impériale et prélever sur cet enrichissement de copieux pourcentages. » (id. p.5)

Sur les Etats-Unis :

« Nulle part les « politiciens » ne forment dans la nation un clan plus isolé et plus puissant qu'en Amérique du Nord, précisément. Là, chacun des deux grands partis, qui se relaient au pouvoir, est lui-même dirigé par des gens qui font de la politique une affaire, spéculent sur les sièges aux assemblées législatives de l'Union comme à celles des Etats, ou qui vivent de l'agitation pour leur parti et sont récompensés de sa victoire par des places. On sait assez combien les Américains cherchent depuis trente ans à secouer ce joug devenu insupportable, et comment, malgré tout, ils s'embourbent toujours plus profondément dans ce marécage de la corruption. C'est précisément en Amérique que nous pouvons le mieux voir comment le pouvoir d'Etat

devient indépendant vis-à-vis de la société, dont, à l'origine, il ne devait être que le simple instrument. Là n'existent ni dynastie, ni noblesse, ni armée permanente (à part la poignée de soldats commis à la surveillance des indiens), ni bureaucratie avec postes fixes et droit à la retraite. Et pourtant, nous avons là deux grandes bandes de politiciens spéculateurs, qui se relaient pour prendre possession du pouvoir de l'Etat et l'exploitent avec les moyens les plus corrompus et pour les fins les plus éhontées ; et la nation est impuissante en face de ces deux grands cartels de politiciens qui sont soi-disant à son service, mais en réalité, la dominant et la pillent. » (id. p.16)

« Pour éviter cette transformation, inévitable dans tous les régimes antérieurs, de l'Etat et des organes de l'Etat, à l'origine serviteurs de la société, en maîtres de celle-ci, la Commune employa deux moyens infailibles. Premièrement, elle soumit toutes les places de l'administration, de la justice et de l'enseignement, au choix des intéressés par élection au suffrage universel, et, bien entendu, à la révocation à tout moment par ces mêmes intéressés. Et, deuxièmement, elle ne rétribua tous les services, des plus bas aux plus élevés que par le salaire que recevaient les autres ouvriers. Le plus haut traitement qu'elle payât était de 6000 francs. Ainsi, on mettait le holà à la chasse aux places et à l'arrivisme, même si l'on n'imposait pas de surcroît des mandats impératifs aux délégués des corps représentatifs. » (id. p.16)

« Mais, en réalité, l'Etat n'est rien d'autre qu'une machine pour opprimer une classe par une autre, et cela, tout autant dans la République démocratique que dans la monarchie ; le moins qu'on puisse en dire, c'est qu'il est un mal dont hérite le prolétariat vainqueur dans la lutte pour la domination de classe et dont, tout comme la Commune, il ne pourra s'empêcher de rogner aussitôt au maximum les côtés les plus nuisibles, jusqu'à ce qu'une génération grandie dans des conditions sociales nouvelles et libres soit en état de se défaire de tout ce bric-à-brac de l'Etat.

Le philistin social-démocrate a été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer le mot de dictature du prolétariat. Eh bien, Messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature a l'air ? Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat. » (pp.17-18)